

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 294 ★

MONTREAL, LE LUNDI 19 DÉCEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Le calvaire du Conseil des arts

Le CAC a été malmené au cours des dernières années. Mais le pire semble encore à venir

La crise couve au Conseil des arts du Canada (CAC). Encore une fois. La noble institution, fondée en 1957, est coincée entre de très sérieuses menaces de restrictions budgétaires de la part d'Ottawa et les attaques non moins senties du «milieu des arts», qui réclame au contraire des crédits supplémentaires pour soutenir la création et l'activité artistiques, partout au Canada.

Le conflit a éclaté au grand jour cette semaine, au Québec, où se déroulait la dernière étape d'une consultation pancanadienne de 17 villes, organisée par le Conseil.

Lundi dernier, à Montréal, plus de 350 artistes et représentants de leurs compagnies et associations ont pris à partie la présidente du CAC, Mme Donna Scott, et son directeur, l'écrivain Roch Carrier. Les «subventionnés» ont reproché aux «subventionneurs» leurs processus de consultation (la direction elle-même le disait «discutable» et s'en excusait). Ils ont surtout répété dix et vingt fois qu'ils refusaient de servir de caution à une éventuelle saignée budgétaire de l'organisme. Le «milieu» de Québec a répété essentiellement la même chose mercredi. Ceux de Toronto, Vancouver et ailleurs ont aussi livré un message semblable, bien que de façon un peu moins virulente, au cours des trois dernières semaines.

Ce à quoi le directeur a répliqué qu'il n'avait pas «d'agenda caché». M. Carrier a tout de même averti qu'Ottawa a demandé à son organisme, comme à d'autres, d'envisager des scénarios de restrictions, d'ici au prochain budget fédéral, prévu pour février. Dans la pire hypothèse, les fonds annuels du CAC (environ 100 millions de dollars) seront siphonnés de 8% par année, jusqu'en 1999. Et comme tout un chacun, les artistes savent que les promesses de compressions sont parmi les rares que tiennent presque inévitablement les politiciens.

L'histoire se répète. En 1988, les prédécesseurs de Mme Scott et de M. Carrier, avaient joint leurs voix à celles de 24 têtes d'affiches canadiennes (de Margaret Atwood à Antonine Maillet) pour réclamer 47 millions de dollars supplémentaires du gouvernement (l'équivalent d'une hausse de 50% du budget). «On est au bout du rouleau», disait déjà la présidente Maureen Forester.

C'est finalement le contraire qui s'est produit: entre le début et la fin de la dernière décennie, en dollars constants, la moyenne des subventions aux artistes a fléchi de 12% et celle aux organismes de 42%. L'an dernier encore, de nouvelles compressions de 8,7% du budget annuel ont été imposées au CAC.

Ce qui, en fait, n'économise pas grand chose. On le répète et le prouve sans cesse, le secteur des arts et de la culture est un formidable générateur d'emplois et même de revenus. D'ailleurs, l'an dernier, une firme comptable torontoise a montré qu'une réduction de 2,021 millions de dollars des subventions artistiques avait entraîné des pertes de revenus de 2,201 millions pour les gouvernements seulement (taxes non perçues sur les spectacles annulés, prestations d'assurance chômage au personnel remercié, etc.).

Il y a plus, beaucoup plus. On peut aussi dire comme l'homme de théâtre Jean-Pierre Ronfard que ce n'est pas une question économique, bêtement utilitariste, mais profondément éthique et artistique. Quoi qu'il en soit, le fameux principe du *arm's length* (l'indépendance administrative) ne protège donc pas contre les bras d'honneur du pouvoir politico-financier, qui peut aller jusqu'à remettre en cause l'existence même du CAC. Comme au début de l'an dernier, quand le conseil a échappé de peu (par un vote au Sénat) à une fusion avec le CRSHC, le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. En 1991, le gouvernement conservateur a aussi songé à le saborder pour laisser le champ libre aux provinces en matière culturelle, ce qui ne plaisait pas vraiment aux artistes (même les Québécois) qui trouvent avantage à manger à deux râteliers.

D'ailleurs, le CAC est aussi victime sinon de son succès, du moins de celui des arts et des artistes. Des exemples? Au moment de sa création, en 1957, l'organisme ne subventionnait que cinq compagnies de théâtre, alors qu'il accorde maintenant son soutien à près de 200 d'entre elles. Quant au nombre des orchestres soutenus, il a triplé en trente ans, passant de 10 en 1957, à 31, en 1987. Ce à quoi il faut maintenant rajouter les nouvelles disciplines (comme la trentaine d'organismes voués au vidéo d'art). Ou encore tous ceux qui viennent maintenant frapper à la porte du conseil pour réclamer leur part de subventions, des artistes américains aux groupes ethno-culturels de la grande mosaïque canadienne.

Bref, les artistes ont de plus en plus besoin du conseil. Mais par les temps qui courent, le Conseil a donc encore besoin des artistes pour tenter à nouveau de convaincre le gouvernement de cesser de le saigner. Et pour cela, les dirigeants ont donc accepté de recevoir quelques tomates symboliques, pendant quelques réunions. Ce qui ne les empêchera probablement pas de faire la «job de bras» exigée, le temps venu...

INDEX	MÉTÉO
AgendaB6	Montréal Ciel variable. Max: -2
Avis publicsB4	Québec Nuageux avec éclaircies. Max: -3
ClasséesB4	Détails en B4
CultureB8	
ÉconomieB2	
ÉditorialA6	
Le mondeA5	
Mots croisésB4	
Les sportsB5	

L'ENTREVUE

Chantal Saint-Jarre, celle qui fit l'expérience de la mort

PAGE B 1



LES ACTUALITÉS

La CSN s'attaque à la sous-traitance

PAGE A 3



CULTURE

Les Colocs cassent la glace à Pigalle

PAGE B 8

Les Russes bombardent Grozny

AGENCE FRANCE-PRESSE

GROZNY - Les forces russes ont bombardé Grozny la nuit dernière, montrant aux autorités de la petite république indépendante de Tchétchénie qu'elles ne plaisaient pas et pouvaient frapper quand elles le voulaient.

Vers 01h10 locale lundi, des avions russes ont lâché deux bombes sur la capitale tchétchène. A 500 mètres du palais présidentiel les vitres de plusieurs maisons ont

volé en éclats et des portes ont été soufflées par la déflagration.

Mais les bombes sont en fait tombées assez loin de là. Sur l'imposante place du Palais, centre de la ville, sept jeunes gens seulement montent la garde, assis autour d'un brasero. «Une bombe est tombée par là et l'autre de ce côté», dit lacha, montrant d'abord l'est, puis l'ouest de la ville, tout en continuant à manger tranquillement la brochette qu'il vient de faire cuire.

Quelques minutes après l'explosion, une Volga se diri-

geant vers le palais présidentiel s'est arrêtée à la demande d'un journaliste de l'AFP. «Oui, nous pouvons vous emmener... Mais attention, ne vous asseyez pas sur les grenades», lançait le chauffeur, qui se révéla être le ministre de la Culture, Amad Zakaïev, allant voir si son bureau, proche du palais, était toujours là.

Dans les rues sombres, où tous les lampadaires sont éteints par mesure de sécurité depuis déjà un mois, le

VOIR PAGE A 8: RUSSIES

Le père Noël n'aura pas froid



JACQUES NADEAU

LE PÈRE NOËL est un des personnages les plus universels, comme les fées et les lutins qui peuplent l'univers des enfants. Il n'est donc pas étonnant de le retrouver ainsi au milieu de bambins de divers milieux ethniques. La scène se déroulait hier au Collège Notre-Dame à Montréal où Promis, un organisme qui vient en aide aux immigrants, célébrait son Noël multiethnique.

LES ACTUALITÉS

Offensive tout azimut des souverainistes

Mario Dumont participera à la consultation préférentielle

PAGE A 2

Les ex-communistes de retour au pouvoir en Bulgarie

Le tendance qui se manifeste dans toute l'Europe de l'Est se confirme

WOLFGANG SCHWEITZER
AGENCE FRANCE-PRESSE

SOFIA - Les électeurs bulgares ont confirmé le retour en force des anciens communistes, constaté dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, cinq ans après la chute des régimes totalitaires.

Pratiquement 5 années jour pour jour après le limogeage de l'ancien dictateur Todor Jivkov, le 10 novembre 1989, les Bulgares ont voté massivement hier aux élections législatives anticipées en faveur des anciens communistes, qui pourraient même obtenir la majorité des sièges dans la future assemblée de 240 élus, selon certains instituts de sondage.

Tous donnent entre 42% et 44% des voix au Parti socialiste (PSB, ex-communiste), en nette progression par rapport aux 33,1% obtenus aux élections précédentes en 1991. Le principal rival du PSB, le rassemblement anti-communiste Union des forces démocratiques (UFD) a enregistré une lourde défaite avec 24% à 25,8%, soit près de 10% de moins qu'il y a trois ans.

Pour le président du PSB, Jean Videnov, un jeune économiste de 35 ans, les électeurs ont sanctionné «la confrontation, l'incompétence et l'irresponsabilité» de la politique menée par l'UFD.

Le président de l'UFD, l'ancien premier ministre Filip-



Jean Videnov, président du PSB

VOIR PAGE A 8: BULGARIE

Le secret du pays le plus sûr du monde

C'est grâce à sa police communautaire que le Japon jouit du taux de criminalité le plus bas du monde

DANNY VEAR
LE DEVOIR

Tokyo - Shinjuku. Le terminal de trains et de métros le plus fréquenté du Japon. Tous les jours, 1,5 million de personnes y empruntent les passages souterrains des grands magasins d'un des quartiers les plus animés de Tokyo.

Postés à leur «koban», ces locaux rudimentaires caractéristiques des services policiers japonais, deux policiers observent le flot des passants. Dans les quinze minutes qui suivent, un homme pressé s'y arrête pour demander sa route, une jeune femme rapporte un objet perdu, une autre vient signaler la perte d'un sac, les policiers répondent à quelques appels téléphoniques. Rien de sérieux.

On trouve environ 15 000 petits postes de police comme celui de la station Shinjuku à travers le Japon. Souvent occupés par un seul policier, localisé à des endroits stratégiques, bien en vue de tous, ils sont à la base du système de «police communautaire» du Japon. C'est en partie grâce à eux que la société japonaise jouit du taux de criminalité le plus bas du monde. Des chiffres? En 1990, le Japon comptait 12 vols

pour 1000 habitants. Aux États-Unis, le nombre s'élevait à 53 et en Allemagne à 44. En 1986, le Canada dénombrait un total de 92 crimes graves pour 1000 habitants en comparaison des 11 crimes graves pour 1000 habitants au Japon. Mieux, la police japonaise a un taux de résolution des crimes qui frise les 90%.

Pourtant, les policiers japonais ne sont pas tellement plus nombreux que leurs homologues occidentaux. En 1993, on comptait 222 000 policiers au Japon, soit un ratio d'un policier pour 559 personnes. Aux États-Unis, on compte un policier pour 379 personnes.

En fait, les services de police nippons doivent leur efficacité principalement aux liens qu'ils entretiennent avec la communauté. Ils ne patrouillent pas les rues des grandes villes dans des voitures suréquipées comme leurs collègues occidentaux; ils les patrouillent à bicyclette à partir des mini-postes de leur district. Les gens du quartier n'hésitent pas à consulter le policier local et à le visiter dans son «koban», mini-poste de police rudimentaire qui



Un policier de quartier dans son koban: à la base du système de police communautaire.

VOIR PAGE A 8: JAPON

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

RUSSES «Oui» à 97%

SUITE DE LA PAGE 1

bombardement n'avait pas fait sortir grand monde. Des avions continuaient à survoler la ville, mais à très haute altitude et sans nouveau langage.

C'est la première fois depuis le début du conflit qu'un avion bombarde la capitale et non la banlieue. En fin de journée, plusieurs bombes avaient déjà été lâchées sur la tour de télévision, à 15 km de Grozny, sans atteindre leur objectif mais touchant des maisons voisines.

Ces bombardements semblent avoir un objectif autant politique que militaire. Tout le week-end aura été une longue guerre des nerfs entre le Kremlin et le président tchétchène Djokhar Douaïev, chacun alternant propos belliqueux et nouvelles offres de négociations sans jamais répondre à celles de l'adversaire.

Moscou et Grozny continuent en effet à s'afficher prêts à négocier, tout en étant bien décidés à ne pas céder un pouce de terrain sur l'essentiel, c'est-à-dire l'indépendance proclamée il y a trois ans par la Tchétchénie et jamais acceptée par la Russie.

A Moscou, tout en rejetant la nouvelle proposition tchétchène et en indiquant qu'il «ne répondra plus aux

télégrammes de M. Douaïev», le Kremlin note paradoxalement que cela ne signifie pas qu'il ne veut plus négocier.

M. Douaïev lance, de son côté, force propositions qu'il sait inacceptables pour Moscou, comme l'idée d'un référendum sur l'indépendance tchétchène.

Devant cette obstination, Moscou a manifestement décidé de rappeler dimanche aux indépendantistes tchétchènes — quelques milliers de volontaires armés essentiellement de fusils-mitrailleurs et de lance-grenades — ce qui les attendait s'ils ne cédaient pas.

Lors d'une conférence de presse hier, le général Douaïev s'est moqué de l'armée russe. «Hier le général Gratchev m'a envoyé un télégramme me disant que ses troupes ne tireraient pas. Et voilà, hier soir, il y en a eu des tirs. C'est la preuve que l'armée n'exécute pas ses ordres. La preuve qu'en Russie personne ne commande».

L'armée russe est peut-être divisée sur l'utilité de la guerre en Tchétchénie, elle est peut-être moins puissante, moins rapide, techniquement moins au point qu'on ne l'avait cru, mais elle a montré hier que, contrairement à ce que pense M. Douaïev, si Moscou lui donne l'ordre de frapper, elle frappera.



Cet habitant de la capitale tchétchène a fait hier des provisions de pain en vue des jours difficiles que pourrait connaître Grozny, maintenant attaquée par l'armée russe.

Ce qui sera ouvert et fermé à la Ville de Montréal pendant la période des Fêtes

Tous les bureaux de la Ville de Montréal, y compris le réseau Accès Montréal, seront fermés à compter du vendredi 23 décembre et rouvriront le mercredi 28 décembre à 8h30. Ils fermeront à nouveau le vendredi 30 décembre, pour rouvrir à 8h30 le mercredi 4 janvier 1995.

L'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, sera ouvert au public le 24 décembre entre 15h et 2h, et le jour de Noël de 9h à 18h. Il sera fermé du 30 décembre 1994 au 3 janvier 1995.

L'exposition de Noël «La place Jérôme-LeRoyer», dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville depuis le 1er décembre, se poursuit jusqu'au 21 décembre. Cette exposition a mis à contribution quelque 1 600 élèves en arts du niveau secondaire de la Commission scolaire Jérôme-LeRoyer. Réalisée dans le cadre du projet «L'Art décollé», la reconstitution de cette place publique a été créée à l'image de celles des villages d'autrefois. Le grand public est invité à visiter gratuitement cette exposition du lundi au mercredi de 8h30 à 16h30 ainsi que le dimanche 18 décembre de 11h à 16h.

Il n'y aura pas de ramassage des ordures ménagères les lundis 26 décembre 1994 et 2 janvier 1995, ni de collecte sélective des matières recyclables. Le ramassage des arbres de Noël se fera le mercredi 11 janvier 1995. Renseignements: 872-3434 ou 878-DEFI (24 heures sur 24).

Les marchés publics seront fermés les 25 et 26 décembre ainsi que les 1er et 2 janvier. Pour plus de renseignements sur l'horaire d'ouverture des marchés pendant la période des fêtes, veuillez composer le 277-1873.

Activités dans les centres culturels et scientifiques

Le Biodôme, 4777, avenue Pierre-de-Coubertin, sera ouvert tous les jours durant la période des fêtes, de 9h à 18h. Les enfants de huit ans ou moins sont invités à participer au spectacle «Mission spéciale du père Noël» («A Special Mission from Santa Claus») les samedis et dimanches jusqu'au 25 décembre et tous les jours du 26 décembre au 2 janvier.

Représentations à 13h, 14h, 15h et 16h. Renseignements: 868-3000.

La Chapelle historique du Bon Pasteur, 100, rue Sherbrooke Est, présente un concert de Noël le 17 décembre à 15h 30. La Chapelle fermera le 17 décembre à 17h et rouvrira le 18 janvier. Renseignements: 872-5338.

Le Centre d'histoire de Montréal à la place d'Youville, est fermé depuis le 12 décembre et rouvrira le 28 janvier 1995. Renseignements: 872-3284.

L'Insectarium de Montréal et le Jardin Botanique de Montréal qui présente l'exposition «Noël au Jardin», seront ouverts tous les jours pendant la période des fêtes de 9h à 18h, y compris le 25 décembre et le 1er janvier. L'Insectarium est située au 4581, rue Sherbrooke Est et le Jardin Botanique au 4101, rue Sherbrooke Est. Renseignements: 872-1400.

Le Planétarium de Montréal qui présente le spectacle «L'Étoile des Mages» («Star of the Magi») depuis le 1er décembre, sera fermé à Noël, le 25 décembre, et au jour de l'an, le 1er janvier 1995. L'horaire des fêtes, du 24 décembre au 8 janvier, est le suivant:

Du lundi au dimanche:
Spectacles en français: 13h30, 15h30 et 20h30
Spectacles en anglais: 14h30 et 19h30. Le Planétarium est situé au 1000, rue Saint-Jacques. Renseignements: 872-4530.

Pointe-à-Callières, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, 350, place Royale, sera ouvert selon son horaire habituel (du mardi au dimanche de 10h à 17h et jusqu'à 20h le mercredi) pendant la période des fêtes, sauf le 25 décembre et le 1er janvier 1995 alors qu'il sera fermé. Les enfants sont invités à découvrir Babouchka, Bifana, Melchior, saint Nicolas et le père Noël du mardi au dimanche, entre 13h et 17h. Ces cinq personnages de Noël seront au musée du 17 décembre au 8 janvier. L'exposition «L'Os et la bouteille» se poursuit jusqu'au 15 janvier. Renseignements: 872-9150.

Installations culturelles

La Bibliothèque centrale à l'édifi-

ce Lafontaine et les bibliothèques de quartier ainsi que tous les services extérieurs seront fermés du 23 au 27 décembre inclusivement et du 30 décembre 1994 au 3 janvier 1995. Renseignements: 872-6211.

Les maisons de la culture seront fermées du 23 au 27 décembre, ouvertes les 28 et 29 décembre et fermées du 30 au 3 janvier inclusivement. Les maisons de la culture reprendront leur horaire normal le 4 janvier. Renseignements: 872-6211.

Installations de loisirs

Les arènes de la Ville de Montréal seront fermés à compter de 13h30 le samedi 24 décembre au lundi 26 décembre et de 13h30 le 31 décembre au 2 janvier, sauf les arènes Étienne-Desmaré, Michel-Normandin, Sylvio-Mantha et Rodrigue-Gilbert.

Ces quatre arènes seront fermés à 13h30 le 24 décembre, et toute la journée du 25 décembre. Ils seront ouverts de 14h à 22h le lundi 26 décembre pour le patinage libre seulement. Les 27, 28, 29 et 30 décembre, ils seront ouverts aux heures habituelles. Ils fermeront à 13h30 le samedi 31 décembre et rouvriront de 14h à 22h le lundi 2 janvier pour le patinage libre.

Tous les arènes de la Ville reprendront leur horaire normal les 3 et 4 janvier.

Les bureaux d'arrondissement seront fermés du 23 au 27 décembre, ouverts les 28 et 29 décembre et fermés du 30 au 3 janvier.

Les centres de loisirs seront fermés du 23 décembre au 4 janvier. Le complexe sportif Claude-Robillard, y compris la piscine, sera fermé les 24, 25 et 26 décembre, ouvert du 27 au 30 décembre et fermé du 31 décembre au 2 janvier.

Les piscines intérieures de la ville seront fermées du 23 décembre au 3 janvier sauf les piscines Centre du Plateau, Edouard-Montpetit, Gadbois, Hochelaga, Centre aquatique Rivière-des-Prairies et Sophie-Barat qui seront ouvertes les 28 et 29 décembre.

Pour plus de renseignements sur les installations de loisirs de la Ville de Montréal, veuillez composer le 872-6211.



Cette femme bulgare, d'origine tsigane, dépose son vote dans un bureau de Filipovci, à 15 kilomètres de Sofia. Les Bulgares sont allés voter hier et se sont donné un gouvernement socialiste composé en bonne partie d'anciens membres du Parti communiste.

BULGARIE Participation de 74%

SUITE DE LA PAGE 1

Dimitrov, a estimé, au cours d'une conférence de presse, que le résultat des élections législatives d'hier, les troisièmes en Bulgarie depuis la chute des anciens régimes communistes, constituait une «continuation du processus de retour des partis communistes» dans les pays d'Europe de l'Est.

Il a appelé tous les autres petits partis du centre à intégrer l'UFD «pour lutter contre les aspirations de restauration» du communisme par le PSB.

Le chômage, la flambée des prix, la couverture sociale partie en morceaux ou encore la flambée de la criminalité — phénomènes inconnus sous l'ancien régime — peuvent expliquer cette «nostalgie» pour les anciens communistes.

D'autre part, l'attitude souvent autoritaire des partis conservateurs et les scissions de la droite ont discrédité les formations conservatrices. Enfin, la menace brandie par la droite d'une restauration du communisme ne fait plus de recette. Aucun des partis socialistes (ex-communistes) est-européens ne remet en question les acquis de la démocratie.

Le retour des anciens communistes, amorcé en novembre 1992 en Lituanie, s'est poursuivi le 19 septembre 1993 en Pologne, lorsque les électeurs ont donné la majorité à l'Alliance démocratique de gauche constituée par les ex-communistes du SLD et le Parti paysan (PSL).

En Hongrie, le Parti socialiste (MSZP) de Gyula Horn, l'un des chefs de file des communistes réformateurs, a obtenu la majorité absolue aux élections de mai dernier. Devenu premier ministre, Gyula Horn a toutefois conclu une coalition avec l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) pour éviter tout réminiscence de parti unique au pouvoir.

Ce scénario pourrait inspirer Jean Videnov, qui a déclaré pendant la campagne électorale qu'il chercherait à former une coalition même en cas de majorité absolue au parlement.

Une grande coalition avec l'UFD de Filip Dimitrov paraît toutefois exclue, et l'éventuel partenaire du PSB pourrait être le BBB (Business Bloc Bulgare) de Georges Gantchev, dont la campagne électorale, drôle et non conventionnelle, a contrasté avec la grisaille générale. Le BBB obtiendra entre 4,5% et 5%, selon les diverses estimations, et franchira la barre de 4% nécessaire pour être représenté dans la future assemblée.

Un autre allié potentiel du PSB est l'Alternative démocratique pour la République (DAR), regroupant des transfuges du PSB et de l'UFD. Les estimations lui donnent entre 3,5% et 4,6%.

Deux autres formations ont une possibilité d'entrer dans le futur parlement, le parti de la minorité turque Mouvement pour les droits et libertés (MDL), déjà représenté dans l'assemblée sortante, et l'Union populai-

re, regroupant le principal parti agrarien et le Parti démocratique, proche de l'UFD.

Jean Videnov

Jean Videnov, président depuis trois ans du Parti socialiste (PSB, ex-communiste), est un jeune économiste de 35 ans, partisan de l'entrée du pays dans l'OTAN et d'une transition vers l'économie de marché «à un prix social acceptable».

Sous sa direction, le PSB est redevenu la première force politique du pays. Il a été élu à la tête du PSB en décembre 1991, après la défaite électorale des ex-communistes, succédant à l'ancien idéologue Alexandre Lilov, 60 ans, comme représentant une figure de compromis entre les tendances conservatrice et réformatrice du parti.

Jeune homme élancé, pratiquant souvent la «langue de bois», il a fait des études de commerce extérieur à l'Institut des relations internationales à Moscou et a occupé divers postes au sein de l'organisation des jeunes communistes.

Pendant la campagne électorale, il a critiqué la «politique de confrontation et l'incompétence et l'aventurisme» de l'UFD et a promis une transition vers l'économie de marché «à un prix social acceptable».

En politique étrangère, M. Videnov est favorable à l'intégration européenne et à l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN. «La politique étrangère de la Bulgarie ne changera pas», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse hier soir.

JAPON Consensus menacé

SUITE DE LA PAGE 1

compte quelques chaises, un bureau, un grand tableau noir sur lequel on peut lire les «activités» de la journée. Ils entretiennent un lien convivial avec le policier: ensemble, ils discutent de choses et autres, de questions conjugales comme des comportements suspects de certains individus. Résultat? Les relations entre les policiers et les citoyens sont au beau fixe. En 1991, seulement trois policiers sont morts en fonction. Et sur les trois, deux sont morts lors de l'éruption d'un volcan.

La sécurité du quartier, c'est l'affaire de tous au Japon. Il est vrai que la société japonaise exerce historiquement un contrôle social très fort sur ses membres: les individus doivent se soumettre aux impératifs du groupe. Un tel système peut comporter des dangers pour les libertés individuelles, croient certains sociologues. «Sur le plan politique, le Japon est l'une des sociétés les plus libérales, mais cette liberté ne se traduit pas nécessairement dans la société elle-même. On ne peut parler de liberté sociale au Japon», explique Walter Ames dans son livre *Police and community in Japan*. Mais poursuit-il, il s'agit peut-être du prix à payer pour maintenir un bas taux de criminalité.

Pourtant, la société japonaise connaît des changements démographiques qui pourraient menacer ce consensus social. En raison notamment de ses succès économiques, le Japon a attiré une main-d'œuvre étrangère à bon marché et, avec elle, un nouveau type de criminalité. En 1992, le Japon comptait 1,3 millions d'étrangers, soit 1% de sa population.

C'est peu, mais suffisant pour inquiéter les services de police nippons. Dans son livre blanc 1993, l'Agence nationale de police du Japon consacre une section complète à la criminalité des membres des communautés ethniques. L'Agence s'alarme de la montée de la criminalité «étrangère» au Japon. En 10 ans, soit de 1983 à 1993, le nombre d'offenses criminelles commises par des étrangers y est passé de 1269 à 12 271. En conséquence, en

1993, le nombre de dossiers criminels a atteint les 2,13 millions, un sommet de l'après-guerre — mais toujours le taux le plus bas parmi les pays industrialisés.

En fait, le «koban» de la station Shinjuku est né de cette nouvelle réalité.

Avant l'ouverture de ce mini-poste de police en septembre dernier, des «étrangers» occupaient cette partie de la station et s'y livraient à la vente illégale de marijuana et de cartes de téléphones pré-payées (un fléau que ne peuvent enrayer les entreprises de télécommunications nipponnes). Entre janvier et août, les policiers en patrouille y ont arrêté 66 personnes en possession de stupéfiants et de cartes illégales.

En ouvrant son «koban» en septembre dernier, la direction des Chemins de fer de l'Est du Japon Co. a voulu éliminer la présence de ces «vendeurs». Le geste a porté fruit. Les «revendeurs» ont disparu de la station Shinjuku.

Le problème n'est cependant pas réglé. Les «revendeurs» sont maintenant ailleurs: gares de Shibuya, d'Ueno et d'Ikebukuro et aux alentours du quartier Shinjuku, notamment le quartier des plaisirs de Kabukicho. Depuis septembre, les services de police de Tokyo effectuent une vaste enquête dans Kabukicho dans le but d'y contrôler les activités des petites mafias chinoises et philippines. Les marchands du quartier s'impatientent et songent à fournir les fonds nécessaires à la construction de leur propre «koban». Dans un rapport de mi-enquête, le service de police soulignait qu'il avait appris à comprendre un peu mieux ces nouvelles communautés.

Les données démographiques de la société japonaise ne sont plus les mêmes. En éditorial, le quotidien *Yomiuri* — le plus grand tirage mondial avec ses 10 millions d'exemplaires — souligne que la croissance des crimes commis par des étrangers constituait maintenant une menace. Comment l'enrayer? Comment préserver la sécurité de nos rues», écrit le *Yomiuri*, «les services de police, les tribunaux et la société en général doivent aujourd'hui penser aux meilleures façons d'intégrer les étrangers à la société japonaise».

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ (514) 985-3344
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559